

tribune **HEBDO**  
socialisteN° 843 — 2 F  
DU 14 AU 21 DEC. 79HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE  
UNIFIÉ**PSU**par  
Victor  
LEDUC**LE SIGNAL  
D'ALARME**

**P**OUR la gauche, « c'est cuit », c'est à peu près ainsi que la grande presse a résumé la récente déclaration d'Edmond MAIRE au *Republicain Lorrain*. Depuis il y a eu des conférences de presse, l'interview du Secrétaire général de la C.F.D.T. au *Matin* et de nombreuses réactions politiques.

C'est dire que les propos d'Edmond MAIRE ont eu un effet de choc.

Nous sommes évidemment concernés et nous ne trouvons pas scandaleux que le dirigeant d'une grande centrale syndicale porte une appréciation sur la situation politique et les perspectives qu'elle présente pour le mouvement ouvrier. Encore faut-il faire la part du contexte dans lequel ce jugement est porté. A la veille des élections prud'homales, la C.F.D.T. peut avoir intérêt à marquer ses distances vis-à-vis des partis politiques. D'autre part, on a aussi interprété les propos pessimistes de Maire comme une tentative de pression en faveur d'une candidature Rocard aux présidentielles.

Mais prenons-les ici en eux-mêmes, indépendamment de toute arrière-pensée manœuvrière.

Il est bien vrai qu'Edmond MAIRE a dit tout haut ce que beaucoup pensent sans oser le dire. La gauche n'est pas, actuellement, en position de l'emporter aux présidentielles et même si, par aventure, un candidat de gauche était élu, il ne serait pas en mesure de mettre en œuvre une politique vraiment différente, dans l'état d'incohérence et de division où se trouve cette gauche. C'est finalement, la droite qui resterait maîtresse du jeu.

Il y a longtemps qu'au P.S.U. nous avons conscience de cette réalité. Nous l'avons dit déjà à propos du Programme commun en dénonçant son caractère de pacte concocté entre états-majors rivaux, ses contradictions internes et l'incapacité de l'Union de la gauche telle qu'elle était constituée à résoudre les problèmes posés aux masses populaires par la crise, à déclencher le processus de rupture avec le système pour engager la transition au socialisme.

Cette carence de la gauche *dans son ensemble*, il aurait fallu l'analyser beaucoup plus tôt et non pas se contenter de critiquer l'une de ses composantes, comme si les fautes, incontestables, de l'une, faisaient la vertu de l'autre.

Connaissant les forces politiques en présence, l'une forgée dans le stalinisme, l'autre, dans le réformisme, il était clair que, seul, le développement d'une nouvelle force politique à gauche, à la fois révolutionnaire,

démocratique et unitaire, était susceptible de transformer la situation de la gauche, d'entraîner toutes les forces sociales de changement dans un mouvement d'unité populaire efficace.

Mais on sait que c'est un choix différent qui a prévalu dans les instances dirigeantes de cette centrale syndicale qui jette aujourd'hui un cri d'alarme par la voix de son secrétaire général.

On a estimé, au contraire, qu'il fallait abandonner cette nouvelle force, la dissoudre, pour aider à régénérer ou rénover la social-démocratie, pour aller faire « le parti de tous les socialistes ». Ce fut le pari des Assises. J'entends encore le cri que nous lança l'un des plus hauts dirigeants actuels de la C.F.D.T., qui était là en tant que socialiste, lors de la réunion du P.L.M. Saint-Jacques, où, sous la présidence d'André Mauroy, fut consacrée notre rupture avec cette entreprise, à nous pauvres égarés, qui refusions la nouvelle Charte des socialistes. « Nous, nous voulons aller au pouvoir. » Vœu qui n'était pas en soi condamnable, mais qui témoignait de beaucoup d'illusions et sur la solidité de l'Union de la gauche, et sur les possibilités d'évolution du Parti socialiste.

Nombre de militants syndicalistes, ou bien n'ont jamais partagé ces illusions, ou bien en sont revenus depuis longtemps. Le problème d'une force capable de porter sur l'arène politique leur aspiration au socialisme autogestionnaire se pose aujourd'hui avec plus de clarté, après les expériences décevantes des cinq dernières années.

Il n'y a pas de fatalité de la défaite, pas plus qu'il n'y avait de victoire inéluctable en 74 ou en 78. Sur les problèmes essentiels, nous avons, avec la C.F.D.T. notamment, des positions communes ou très proches : sur les 35 heures et la recherche de solutions régionales alternatives, sur le type de croissance et de production, sur la force de frappe, sur le nucléaire et les énergies nouvelles, sur le droit des femmes et des minorités, sur les problèmes du Tiers-Monde, etc.

Mais il ne suffit pas, comme on le dit trop, dans une sorte de « rocardisme » ambiant, de savoir poser les vraies questions, ou même d'avoir les bonnes réponses (ce qui n'est pas toujours le cas). Encore faut-il développer la force capable de faire progresser les solutions politiques.

C'est à quoi devrait contribuer le signal d'alarme d'Edmond MAIRE.

## les grévistes du mercredi

### «Travailler moins, vivre autrement».

Entre la revendication avancée aujourd'hui par l'ensemble des forces de gauche, politiques et syndicales, et sa mise en application concrète il peut sembler que la marche sera encore longue... Pourtant, les travailleurs de la Direction générale des Impôts viennent démontrer que cela n'est pas forcément vrai et que le chemin le plus court entre la revendication et le droit reste souvent l'action.

Depuis le 17 octobre, plusieurs centaines d'agents de la D.G.I. cessent le travail chaque mercredi. Et cela est parfaitement légal, puisque chaque semaine, conjointement, le Syndicat national des Impôts (C.F.D.T.) et le Syndicat national des Agents de la Direction générale des Impôts (C.G.T.) déposent un préavis de grève. Ce qui n'est pas du goût de l'Administration qui n'hésite pas, elle, à se mettre dans l'illégalité pour tenter d'enrayer le mouvement.

Les menaces générales, mais aussi les pressions personnelles, pleuvent sur les « grévistes du mercredi », ce qui ne les empêche pas de continuer l'action...

Pourquoi cette action ? Au départ, l'initiative est venue de quelques agents du Centre informatique de Mont-Saint-Aigant (banlieue de Rouen). Il s'agissait essentiellement de trouver une solution aux différents problèmes posés par la garde des enfants le mercredi. Puis l'idée a essaimé, dans toute la France d'abord, dans d'autres catégories de travailleurs de la D.G.I. ensuite.

### TRAVAILLER POUR 15 FRANCS

Le calcul est simple à faire. Un agent de vérification « femme » gagne 3 108 F par mois. Chaque mercredi de grève lui fait perdre environ 130 F. Si elle a deux enfants, la garde de ceux-ci lui coûterait entre 70 et 90 F. Ajoutez à cela qu'avec 500 F de moins par mois, c'est autant de revenus non soumis à l'impôt et vous obtenez le résultat : elle travaille, en fait, le mercredi pour gagner environ 15 F. A ce prix là, on comprend qu'elle préfère rester chez elle et profiter de la présence de ses enfants. Mais au fait, pourquoi les mères de jeunes enfants seraient-elles les seules à être concernées ? « *On fait ça à tour de rôle, ma femme et moi* », explique un militant C.G.T. de la région parisienne, « *moi aussi je revendique le droit d'être avec mes enfants un jour par semaine.* »

Et puis il y a aussi des gens plus âgés qui ont fini d'élever leurs enfants et ne voient pas pourquoi ils devraient continuer à travailler autant à l'approche de la retraite. « *C'est une coupure dans la semaine. Ah ! le bonheur de pouvoir rester au lit à l'heure du travail !!!* »

### EN FAIRE UN DROIT

Il n'est de l'intention de personne de maintenir la formule « grève » pour ce congé hebdomadaire. Si cette formule a été adoptée, c'est pour forcer l'administration à entamer des négociations. Jean Saunier, Secrétaire générale du S.N.I.-C.F.D.T. et Maurice Floquet, Secrétaire général du S.N.A.D.G.I.-C.G.T. expliquent les multiples ma-

nœuvres d'intimidation qui ont été faites à l'encontre des grévistes du mercredi. Pourtant, l'action se propage et c'est environ 5 à 6 000 personnes qui imposent, plus ou moins régulièrement, leur absence hebdomadaire. Cela représente 10 % des effectifs dans une profession où il y a 60 % de femmes. Si l'administration le voulait, elle pourrait créer 700 emplois à plein temps pour compenser ce temps chômé. Et sans qu'il lui en coûte un sou... puisque les grévistes acceptent une diminution de leur salaire !

### PERTE DE SALAIRE : ACTION REACTIONNAIRE ?

C'est là qu'il faut bien préciser la démarche des personnels de la Direction générale des Impôts. Leur action n'est pas à situer dans la lutte pour la diminution générale du temps de travail que mènent leurs confédérations. Elle se situe plus dans la foulée de celles qui visent à l'aménagement du temps de travail. Cette formule est assimilable à celles des « mi-temps » ou autre « temps partiel » librement consentis. Simplifions les choses en disant que la revendication consiste en la possibilité de travailler à 4/5 de temps. Dans le contexte actuel de la semaine de travail à 40 h, cela donne 32 heures. Mais si un jour sa durée légale était ramenée à 35 h, les grévistes du mercredi souhaitent pouvoir maintenir cette possibilité du 4/5... et passer à 28 h !

Il n'y a donc pas d'incompatibilité entre les deux revendications. Les

syndicats de la Direction générale des Impôts situent d'ailleurs clairement les choses en rappelant que la lutte pour les 35 heures sans perte de salaire reste une lutte confédérale prioritaire. Et, fort logiquement, ce sont les mêmes militants qui se montrent les plus combatifs sur l'une comme sur l'autre des deux campagnes. La grève du mercredi a, entre autre, le mérite de poser clairement les questions. Elle met en évidence l'importance de briser le rythme de la semaine de travail. Et si les militants des impôts revendiquent la possibilité d'avoir ce jour chômé, ils sont convaincus qu'en ce qui concerne la diminution générale du temps de travail, celle-ci doit se concrétiser par la formule « une heure en moins chaque jour ». Leur lutte particulière pour le mercredi les a aidés à réfléchir la question. On n'en est pas là partout...

Qu'ajouter, si ce n'est que cette action a permis aussi aux personnels des impôts de toucher du doigt de nombreuses autres questions : coût du gardiennage privé pour les enfants, sous équipement en centres de loisirs, rôle des hommes dans l'éducation des enfants, partage des tâches ménagères, etc. Mais à travers l'action sur la grève du mercredi, c'est toute la question du « travailler autrement » qui se trouve posée... Certes, ce type d'expérience était plus facile à entreprendre dans une administration que dans d'autres secteurs d'emploi, notamment du privé.

**Mais les questions posées restent valables pour tous !** Albert ROSSE



## spécial conseil

### compte rendu de la commission élus et pouvoir local

La Commission était composée de 20 élus et 16 non élus. Ces chiffres sont à rapprocher de la participation aux six conférences régionales préparatoires qui se sont tenues à Nîmes, Reims, Bourg-en-Bresse, La Roche-sur-Yon, Paris et Louviers, et qui ont regroupé 180 participants en tout, dont seulement 10 à 20 % de non élus.

La Commission a d'abord critiqué l'organisation du débat sur cette question : pas de contribution au débat de la part de la Direction politique sur le bilan et l'orientation de la pratique municipale.

— Bouleversement de l'ordre du jour de ce Conseil national : ce sujet qui devait être l'essentiel de l'ordre du jour, est presque devenu annexe, par l'importance des autres questions.

La Commission a été ainsi dans l'impossibilité d'engager un débat sur le fond, mais a été obligée d'établir un certain nombre de constats qui sont loins d'être tous négatifs pour le Parti, constats que voici :

La Charte municipale élaborée en 1976 ne correspond plus à la situation politique d'aujourd'hui : elle s'inscrivait dans la dynamique d'une victoire de la Gauche en 1978. D'ailleurs les élus vivent de façon permanente et directe les relations conflictuelles avec les partis de gauche.

Des luttes municipales ont souvent permis d'accroître la crédibilité du Parti, et de

renforcer son image de marque locale, par une mise en œuvre concrète des idées autogestionnaires.

Par contre beaucoup d'élus se sentent, (peut-être à tort), mal aimés, et cela aux différents échelons du Parti. Certains avancent quelques explications : 1°) l'âge : la moyenne d'âge des élus dépasse largement celle de l'ensemble des militants ; 2°) l'action n'apparaît pas souvent comme de la grande politique, mais semble plutôt voler au ras des pâquerettes. Par exemple, la pose de bacs fleuris sur les trottoirs pour lutter contre l'envahissement automobile, contre l'avis et l'intérêt purement commercial des commerçants riverains ; 3°) les militants élus sont face à des contradictions entre la nécessité d'une politique de classe et l'effort indispensable de démocratisation locale : les membres des classes moyennes et supérieures s'expriment mieux et sont à même d'intervenir dans les commissions extramunicipales pour faire défendre leurs intérêts ; 4°) ce combat semble hors, et coupé de l'entreprise ; des conflits existent avec des associations et des militants P.S.U. engagés dans ces associations pour qui la commune est avant tout, et presque exclusivement, une bailleuse de fonds.

Ce secteur d'intervention est nouveau pour le Parti qui y a pourtant investi beaucoup de ses militants. L'augmentation des

échanges entre élus et secteurs d'activités du Parti pourrait accroître ses interventions concrètes et sa crédibilité, dans des domaines aussi divers que le soutien aux luttes ouvrières, l'aménagement de l'espace rural, le statut et les problèmes des employés municipaux, l'école, la santé, les transports, le sport, l'habitat, l'urbanisme...

En conclusion la Commission propose au Conseil national la motion qui a été publiée dans *T.S. Hebdo* n° 841.

A la suite du rapport, Michel Mousel est intervenu sur 3 points :

— en demandant que le premier texte à paraître dans un prochain *T.S. hebdo* soit le compte-rendu de cette commission ; (1)

— en constatant l'effort fait par les élus dans la campagne sur le nucléaire, et en affirmant la nécessité de développer cet effort pour toutes les campagnes du Parti, et entre autres celles sur les alternatives régionales ;

— en rappelant que des sections et des fédérations avaient exprimé des préoccupations voisines de celles développées par la Commission.

Le Rapporteur  
Henri BEGORRE

(1) Mais il a été reçu trop tardivement par la rédaction de *T.S.*

## CHIFFRES

### LES VOTES SUR LES RAPPORTS

— Rapport d'activité nationale  
pour : 266 mandats  
contre : 70 mandats  
abst. : 198 mandats  
N.P.P.V. : 54 mandats

— Rapport d'activité de la Commission statutaire  
pour : 344 mandats  
contre : 20 mandats  
abst. : 153 mandats  
N.P.P.V. : 78 mandats

— Textes d'orientation avec les pourcentages exacts par rapport aux suffrages exprimés  
Texte 1 : 164 - 33,2 %  
Texte 2 : 107 - 21,7 %  
Texte 3 : 194 - 39,3 %  
Texte 4 : 28 - 5,6 %

# ARMÉE

## Les grotesques J.-P. Cagnat 39 F

Les grotesques. Dessins, caricatures humoristiques de J.-P. Cagnat.



J.-P. CAGNAT SIGNERA SON LIVRE LE SAMEDI 15 DÉCEMBRE DE 15 h à 18 h A LA LIBRAIRIE SYROS.

## Le rôle du Comité des Droits et Libertés dans l'institution militaire

Le rôle essentiel du C.D.L.I.M. est d'informer. Tu peux nous aider en nous faisant parvenir toutes les informations concernant les problèmes de liberté, de défense... dont tu as connaissance chaque jour (articles, dossiers, ouvrages...).

Enfin, il est important que nous disposions d'un réseau de contact pour intervenir rapidement chaque fois que cela est nécessaire. Tu peux localement diffuser les informations que nous t'envoyons dans les Associations, la Presse, ... tes amis.

Nous menons notre combat sous l'égide de la Ligue des Droits de l'Homme (L.D.H.). Tu peux toujours entrer en contact avec les sections locales.

Voici le calendrier de décembre:  
— Réunion plénière le lundi 10 à 20 h 30 à la L.D.H.

— Réunions des Commissions:  
— Sécurité militaire, Police politique: jeudi 20 déc. à 18 h 30.  
— Accidents, hygiène et sécurité: samedi 15 déc. à 15 h.  
— idéologie et pratique d'extrême droite: jeudi 13 déc. à 20 h 30.

Tu peux aussi te mettre en contact avec le Secrétariat pour assurer un certain nombre de tâches (courrier à expédier, tirages, classement de la documentation...).

L.D.H., 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, tél. 707.56.35

## Lorsque l'armée paraît, les droits disparaissent

Un conseiller municipal des Ulis, Jean-Claude Le Scornet, militant du P.S.U. et un habitant des Ulis Jean-Pierre Danlou, ont été victimes d'une agression brutale des forces de police, le 28 novembre à 18 heures, sur la place du marché des Ulis.

A cette heure se déroulait une remise de la fourragère au 2<sup>e</sup> régiment de marche du Tchad, en présence du Sous-Préfet. Ces deux personnes ont déplié deux affiches revendiquant les droits démocratiques à l'armée. Elles ont été brutalement emmenées au commissariat de police et gardées à vue plusieurs heures.

L'armée cherchait, à travers cette opération publicitaire, à montrer un visage nouveau à la population et particulièrement aux jeunes en quête d'emploi. Cette agression montre que l'armée est un lieu de non-droit et qu'il est nécessaire que toutes les forces démocratiques agissent en commun pour faire respecter les droits les plus élémentaires: droits d'expression, d'association...

Lorsque l'armée paraît, les droits disparaissent. Le P.S.U. demande à toutes les organisations qui se reconnaissent dans la déclaration des droits de l'homme de s'associer à sa protestation.

## RENVOYEURS DE LIVRETS

Encore un procès de renvoyeurs de livrets militaires le 12 décembre à Dijon! En effet, sont convoqués ce jour au Tribunal correctionnel, Gérard Huberdeau et Gérard Segault, tous deux pour « récidive », et Michel Tirelli, maire P.S.U. d'Echenans (Doubs) au moment des faits et toujours militant du P.S.U. et du M.A.N.; Serge Liorzou est, quant à lui, inculqué pour insoumission. Le P.S.U. dénonce la répression dont sont victimes ceux qui revendiquent la liberté de conscience ou renvoient leurs papiers militaires pour soutenir les paysans du Larzac ou protester contre les ventes d'armes françaises à l'étranger. En même temps, le P.S.U. se réjouit du fait que des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour condamner cette répression comme vient de le faire le synode de l'Eglise luthérienne à Montbéliard à l'occasion d'un procès de renvoyeur condamné à la privation des droits civiques: « Il est imprudent de traiter en délinquant des hommes qui ont manifesté la seule intention de s'opposer à la guerre; inquietant que le pouvoir judiciaire réponde à une revendication de liberté de conscience par une sanction restreignant la liberté d'expression légale ». Le P.S.U. souhaite que d'autres voix s'élèvent et appelle la population dijonnaise à soutenir les inculpés.

Fédération P.S.U. - Côte d'Or

# SYROS

LIBRAIRIE SYROS, 9, rue Borromée, 75015 PARIS -

M<sup>o</sup> Volontaires. Ouverte du lundi au samedi de 9 h à 19 h.

PRIX EXCEPTIONNEL :

## SOCIÉTÉ

LA SÉCURITÉ CONTRE LES LIBERTÉS. Le modèle Ouest-Allemand pour l'Europe? Franz Dupont (EDI), 58 F.  
LES PORTEURS DE VALISES% LA résistance française à la guerre d'Algérie. H. Hamon (Hachette), 59 F.  
MON PAYS, MA PRISON. Femme de Palestine, Raymonda Hama Tamil (Seuil), 45 F.  
L'ALTERNATIVE. Rudolf Bahro (Stock), 60 F.  
STALINE - TROTSKY% Jean Ellensstein (Julliard), 45 F.  
APPEL AUX VIVANTS. Roger Garaudy (Seuil), 45 F.  
IL ÉTAIT UNE FOIS LIBÉ... M. Samelson (Seuil), 47 F.  
TRAVAIL. Émile Zola. Préface des travailleurs de Lip (Verdier), 42 F.  
LA MALATE. Un hôpital psychiatrique très ordinaire. J. Soriano (Solin), 30 F.  
DOSSIER M... COMME MILITAIRE. Bernard Doctre (Moreau), 69 F.  
LES 50 AFRIQUES. H. Bourges, C. Warthier (Seuil), tomes I et II, 235 F.

## POUR LES ROMANS

AGENDA FEMMES 1980. La Griffone, 20 F.  
LE TEMPS VOULU. Y. Navarre (Flammarion), 50 F.  
CONTES DE PALESTINE. G. Kamafani (Stock), 25 F.  
NOTES D'UN VAILLEUR DE NUIT. A. Zinoviev (L'Age d'Homme). La vie en U.R.S.S. vue de l'intérieur, 45 F.  
REFUS A UN PETIT VÉLO, FAITES PASSER. Rufus (Laffont), 38 F.  
L'HOMME-BOITE. André Kobo (Stock). L'homme des des temps modernes vu par un des plus grands auteurs japonais, 55 F.  
JACK LONDON. Andrew Sinclair (Belfond), 65 F.  
TI JEAN L'HORIZON. S. Schwartz-Bart (Seuil). Héros traditionnel des contes créoles, 45 F.  
CHAGRIN LORRAINE% La vie en Lorraine 1870-1914. D. Rondeau (Seuil), 40 F.  
RÉCIT D'UN NAUFRAGÉ. G. Garcia-Marquez (Grasset), 35 F.  
PASOLINI: Chronique judiciaire, Persecution et Exécution (Seghers), 54 F.  
FEMMES TOUTES MAINS. Essai sur le service domestique. G. Fraisse (Seuil - Libre à elles), 50 F.  
NON, MAMAN, NON. Verity Bargate (Denoël - Femmes/roman), 42 F.  
LA COURONNE ET LA LYRE. M. Yourcenar (Gallimard), 74 F.  
L'APRÈS-MIDI DE M. ANDESMAS. M. Duras (Gallimard), 16 F.  
LE CINÉMA ITALIEN 1945-1979. Freddy Buache, 96 F.

## LES SYROS

LES GROTESQUES. J.-P. Cagnat. Dessins et caricatures, 39 F.  
UNE FEMME POUR MON FILS. Ali Ghalem. Roman sur la condition de la femme algérienne, 45 F.  
LA FIN DES TERRES PROMISES. M.-Th. Lacage. Myriam et Paul vivent les pires épisodes de la tragédie palestinienne, 45 F.  
CHANSONS POLITIQUES D'AUJOURD'HUI. Béranger, Brua Buhler, Imago, Mouloudji, Servat, Vigneault, 24 F.  
CHANSONS POPULAIRES OCCITANES. C. Caujolle, 30 F.  
EN PORTÉES. 73 chansons de femmes. Maguy, Ribeiro, Sylvestre, Pauline Julien, 36 F.  
LA FRANCE ANTISÉMITTE DE DARQUIER DE PELLEPOIX. Jean Laloum, 45 F.  
CHRONIQUES DES ANNÉES DE CRISE. Textes, poésies, dessins, photos interrogent l'année 1976, 39 F.  
GUIDE DES VACANCES PAS CON. C.-M. Vadrot. Des adresses été comme hiver. Dessins de J.-P. Cagnat, 30 F.

## DES B. D.

LES PHALANGES DE L'ORDRE NOIR% P. Christin, E. Bilal (Dargaud), 45 F.  
SIMON DU FLEUVE - CITÉ NW N° 3. Auclair (Dargaud), 30 F.  
SOUVENIRS D'UN MENTEUR. Régis Franc (Dargaud), 30 F.  
LA FRANCE DES BEAUF. Cabu (Éd. du Square), 20 F.  
VINGT DIEUX, C'EST LE SYNODE. F. Murr (Éd. du Square), 20 F.  
Y'A PLUS DE SAISON. Fred (Dargaud), 30 F.

## REGARD D'ENFANT

J'apprends à lire (moins de 5 ans).  
PÉTIT OURS, d'Élise H. Minarik (École des loisirs), 23 F.  
FRÉDÉRIC, de Léo Lionni (École des loisirs), 36 F.  
Je sais lire (autour de 6 ans).  
LES PAYSANS DANS LE Puits, de Friedrich Karl Waechter (École des loisirs), 36 F.  
CHLOUC ESCARGOT DE BOURGOGNE, d'Anne-Marie Grille (Édition de Civry), 48 F.  
Avant Marcel et Karl (plus de 8 ans).  
SALUT POUPÉE, d'Adela Turin (Des femmes), 35 F.  
L'HOMME A L'OREILLE CASSÉE, d'Edmond About (Renard poche), 12 F.

## FÊTES

Commandes à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris. CCP 1970628. Règlement à la commande. 20% à partir de 150F. Frais de port: 4F par ouvrage.

## LIVRES

# CALENDRIER POLITIQUE

## Lip toujours pas fini

Les travailleurs de Lip au chômage et en lutte depuis trois ans ont décidé de CRÉER DES EMPLOIS mais les pouvoirs publics et le patronat freinent leur action... Pour faire face et subsister, les sections C.F.D.T. et C.G.T. LIP, les travailleurs de Lip organisent une exposition-vente de leurs produits à Paris, à l'A.G.E.C.A., 177, rue de Charonne (Métro A.-Dumas), 75001 Paris, le samedi 15 décembre 1979, de 10h à 19h.

## E.G.F.

Assemblée des militants et sympathisants P.S.U. d'E.G.F., le Samedi 15 décembre, de 9h30 à 16h30, 9, rue Borromée, 75015 Paris. Les frais de déplacement des camarades de province seront pris en charge par le secteur entreprises. Les documents préparatoires à cette assemblée seront envoyés aux militants E.G.F. recensés ou remis sur place à ceux qui ne les auront pas reçus. Pour tous renseignements, contacter Pierre SPITERI, 21, rue Clemenceau, 77210 Avon.

## Martim.-Musique

Vous n'avez pas suivi les conseils de TS Mensuel et vous ne connaissez toujours pas le nouveau disque de Nino Ferrer? Alors il vous reste deux solutions: 1.- Achetez-le. 2.- Allez au Bataclan, 50, bd Voltaire, 75011 Paris. Le 19 décembre à 20h30, en plus de Nino vous pourrez voir le groupe Backstage en première partie.

## Bulletin du Secteur Femmes

Le Secteur Femmes est la seule commission statutaire du Parti à ne pas sortir du bulletin de débat régulier (CNA-CNE) autre que les P.S.U.-Infos qui se cantonnent souvent aux comptes rendus des W.E. nationaux du Secteur. Plusieurs camarades amoureux(reuses) à juste titre de l'articulation Nouveaux mouvements sociaux (mouvement ouvrier) souhaiteraient s'y exprimer, y compris hors-secteur. Toutes suggestions et contributions sont à adresser au Secteur Femmes. (A suivre!)

## Faim?

Quelle action en France contre la faim? Débat avec des organisations dites « tiers-mondistes ». Jeudi 13 Décembre, à 19 heures, 9, rue Borromée. Face au scandale que représente la faim dans le Tiers-Monde, de nombreuses personnes se sont organisées autour d'une action concrète (soutien à des projets de développement, impôt de solidarité, vente militante de produits, ... approfondissant ensuite la dimension politique de ces problèmes. Le thème de ce débat pourrait ainsi être: « Dans quelle perspective à long terme, ce type d'action peut-il s'inscrire. »

## Commission Informatique

Prochaine réunion mardi 18 déc., 20h30, rue Borromée. La mise sur pied d'une banque de données communes autogestionnaires progresse. Dans l'immédiat (et plus sérieux) notre ambition est de sortir un P.S.U.-Doc. courant premier trimestre 1980. Toutes contributions sont à adresser à la Commission Informatique, 9, rue Borromée, 75015 Paris (le plus tôt sera le mieux).

## SPECIAL B.P.

Déclaration d'Huguette Bouchardeau

Le Secrétaire général de la C.F.D.T. estime que la gauche ne part pas gagnante pour l'élection présidentielle de 1981.

Edmond Maire veut-il simplement reporter l'échéance à 1988? En réalité c'est l'absence de projet des deux partis de gauche face aux problèmes soulevés par la crise qui a déjà causé la défaite de mars 78 et qui compromet la bataille de 1981. Aujourd'hui il faut proposer une stratégie, des choix politiques et économiques largement différents, seuls susceptibles de fonder une relance du mouvement populaire.

La gauche ne saurait y parvenir qu'en rassemblant les forces qui ne se reconnaissent pas aujourd'hui dans des programmes incapables de remettre en cause l'orientation actuelle de la croissance, les dépenses de guerre, le système hiérarchique, le centralisme étatique, les atteintes aux droits des minorités.

C'est pour contribuer à ouvrir cette perspective que le P.S.U. appelle au développement d'une force politique autonome et c'est en ce sens qu'il mènera la campagne des présidentielles.

On est 23, culture et liberté à signé

Aujourd'hui le P.S.U. a recueilli 30 à 40 000 signatures. Un premier bilan général des 23 organisations se fera fait le 10 janvier 1980 lors d'une conférence de presse à Paris. Il est donc absolument nécessaire que toutes les fédérations transmettent au P.S.U. le nombre de signatures recueillies au 31 décembre. La pétition durera jusqu'à fin février. L'ensemble des signataires amplifieront la campagne début janvier. Hormi peut-être le P.S. dont l'attitude pose problème. En effet, des militants ont demandé à Rocard de signer lors de la fête des roses à Conflans Ste-Honorine, il a refusé.

Lors d'un meeting à Marseille, Mitterrand, Mauroy et Defferre ont refusé de signer. Savary à Toulouse a refusé de signer. Denvers maire député P.S. de Gravelines a accepté la construction des tranches 5 et 6 de la centrale de Gravelines, ce qui est en contradiction avec le texte de la pétition signée par le P.S.

QU'ON SE LE DISE!

Le 26 janvier 1980 de 14 h à 19 h, meeting-débat à la Mutualité Paris. Renvoyez vos pétitions au P.S.U., 9, rue Borromée, Paris 15<sup>e</sup>.

POLITIQUE INTERNATIONALE N°2

(Bulletin extérieur de la Commission Internationale du P.S.U.)

SOMMAIRE

- Bilan des élections européennes.
- Le Parti radical italien.
- Les femmes et l'Europe.
- Le nucléaire et les syndicats anglais.
- L'Europe capitaliste aujourd'hui: les grandes tendances de son évolution.
- Le Brésil.
- Palestine: autonomie ou autodétermination (Claude BOURDET).
- L'Association France-Palestine.

Le numéro de 24 pages: 500 F.

Passez commande à la librairie SYROS (4 F pour les commandes en gros).

# SYROS



## Les grotesques J.-P. Cagnat 39 F

Les grotesques. Dessins, caricatures humoristiques de J.-P. Cagnat.

prix Amis de Syros, 29,25 F

## Une femme pour mon fils 45 F

Une femme pour mon film. Ali Ghalem. Dans l'Algérie d'aujourd'hui, un mariage traditionnel est imposé à Fatiha et Hocine. Fatiha refuse d'accepter la vie quotidienne de la femme algérienne, recluse auprès de sa belle-mère, gardienne autoritaire et vigilante des coutumes.



prix Amis de Syros, 33,70 F

**CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE**  
MARDI 18 DÉCEMBRE à 20 heures au F.I.A.P., 30, rue Cabanis, 75013 PARIS.

Les tentatives de l'euro-communisme, par Christine BUCI-GLUSCKSMAN.

Deuxième cycle: Les perspectives autogestionnaires, MARDI 8 JANVIER 1980 à 20 heures.

Les fondements de l'idée autogestionnaire par Yvon BOURDET.

MARDI 15 JANVIER à 20 heures. Autogestion et expérimentation sociale par François DALBERT.

MARDI 22 JANVIER à 20 heures: Autogestion et planification par Pierre NAVILLE.

MARDI 29 JANVIER à 20 heures: Autogestion et mouvements sociaux par Geneviève PETIOT.

MARDI 5 FÉVRIER: Autogestion et Démocratie par Christian BERGER.

MARDI 12 FÉVRIER à 20 heures: Autogestion et socialisme par Victor LEDUC.

Toutes les séances auront lieu au F.I.A.P.: 30, rue Cabanis, PARIS-13<sup>e</sup>.

Inscrivez-vous en renvoyant le bulletin ci-dessous à Centre Populaire de Formation Socialiste: 9, rue Borromée, 75015 PARIS.

NOM \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

s'inscrit au Cycle: Perspectives autogestionnaires. Règlement pour le cycle: 60 F. Chèque bancaire C.C.P. à l'ordre du C.P.F.S.: C.C.P. 15.307.396 PARIS.

## tribune hebdo socialiste

HEBDOMADAIRE DU P.S.U.  
Direction politique: Léo Goldberg  
Secrétariat: Marie Relandeau  
Maquette et collaboration technique: Régis Cograne  
Rédaction: tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37  
Directeur de la publication: Victor Leduc  
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris  
Numéro de la commission paritaire: 37 392  
Photocomposition, photogravure, INFORMATIC-PRESS, 13, rue Kléber 93400 Saint-Ouen.  
Tél.: 259-60.90. Impression: S.N.I.L., 75019 Paris.  
Changement d'adresse: Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres poste.

## bulletin d'abonnement

couplé (TS-hebdo et mensuel)  
Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.  
M.  Mme  Mlle   
Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Profession .....  
Code postal ..... Ville .....  
S'abonne pour 1 an  6 mois  (1)  
Ci-joint un versement par chèque bancaire  postal  (1)  
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.  
Tarifs: 1 an: 150 F; 6 mois: 80 F; soutien: 200 F.  
(1) Cocher la case correspondante.